

PCF**TRAVAILLEURS 62**

Journal départemental des Communistes du Pas-de-Calais à destination des entreprises
Décembre 2017 - ISPCF62

« IL N'EST PAS DE SAUVEUR SUPRÊME, NI DIEU, NI CÉSAR, NI TRIBUN, PRODUCTEURS SAUVONS NOUS NOUS MÊME... »

Décidément, l'hymne des travailleurs, « L'INTERNATIONALE » reste d'actualité, au moment où, Macron déroule, à grande vitesse, son programme ultra libéral. La loi travail, adoptée par ordonnance, a été le catalyseur des luttes, tout l'automne.

ÉDITO**Hervé Poly,**

SECRÉTAIRE DU PCF 62



Ce sont des centaines de milliers de salariés qui ont commencé à se mobiliser, révélant le fossé profond qui existe entre le pays réel, qui souffre et proteste, et son hologramme médiatique, satisfait ou résigné.

Le mouvement contre la loi travail n'est pas terminé ! Les décrets d'application sont loin d'être tous publiés ; et quand bien même ils le seront, entreprise par entreprise, on peut empêcher leur application et faire reculer les patrons !

Est-on prêts à accepter la remise en cause du 13ème mois, quand on l'a obtenu de haute lutte ? bien sûr que non ! Et bien, on va se battre !

Plus que jamais l'action syndicale garde sa raison d'être ; et souvent démontre son efficacité. Dans le combat contre la loi Macron, les routiers et les portuaires par exemple ont obtenu satisfaction : les accords de branche continueront à l'emporter sur les accords d'entreprises. Ce qui n'empêche pas certains patrons comme chez BTL à Harnes d'essayer de ne pas payer toutes les heures ; les chauffeurs ont occupé le siège pendant 9 jours et ont obtenu satisfaction.

La lutte, ce n'est pas « tout ou rien » ; « tout, tout de suite ou jamais ». C'est un mouvement qui se construit, et dont la victoire passe par le rassemblement des salariés ; par l'unité la plus large possible, dans le respect de toutes ses composantes.

Et ce rassemblement, on a besoin aujourd'hui de l'élargir pour combattre aussi les réformes annoncées de l'assurance chômage, de la formation professionnelle et des retraites.

L'accumulation des luttes, l'unité d'action syndicale, mais aussi la reconstruction d'un Parti Communiste Français puissant vont nous permettre de stopper le rouleau compresseur Macron, et de préparer le changement de pouvoir, autour d'un vrai projet politique alternatif.

NON A LA PRÉCARITÉ :

CDI-INTERIMAIRES MÊME COMBAT !

Dans notre Région, plus de 50 000 personnes travaillent en intérim. C'est parfois un choix ; mais plus souvent une contrainte.



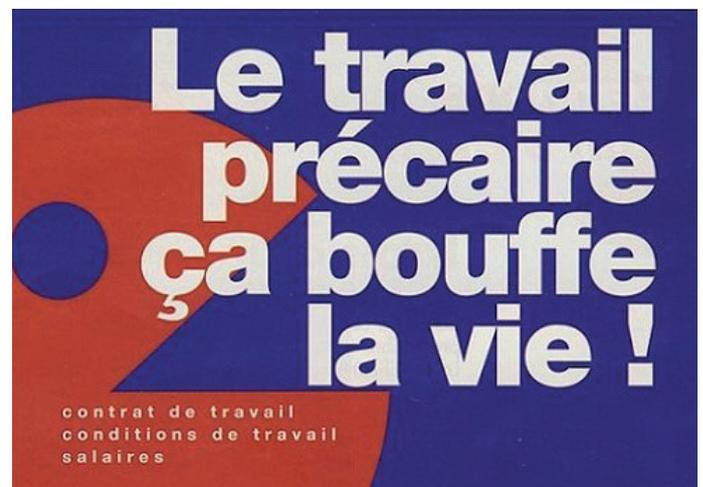
On bat dans les Hauts de France le record du monde du nombre d'agences : **525 !** Elles installent aujourd'hui leurs antennes au cœur même des entreprises où leurs contingents de salariés sont importants.

Chez MOY PARK, à Hénin-Beaumont, ADECCO est installé dans les murs pour gérer sur place, **120 contrats** ; dans l'usine voisine, FAURECIA, c'est RANDSTAD qui a son bureau pour suivre ses **220 intérimaires**, (un tiers des effectifs), dans cette entreprise qui tourne à plein rendement ! Chez par Flex-N-Gate (ex Faurecia) ADECCO ON SITE et MANPOWER sont installés dans un bungalow pour gérer **150 intérimaires**, pour **411 CDI**.

C'est la règle chez cet équipementier automobile : si les CDI qui partent en retraite sont à peu près remplacés par des CDI, les embauches dues au développement du carnet de commande se font en intérim. Au moins à Hénin-Beaumont et à Marles les Mines ; pas à Auchel où il n'y a aucun remplacement de contrat CDI par des CDI.

Chez BRIDGESTONE, à Béthune, **il n'y a pas eu d'embauche en CDI pendant 7 ans**. L'entreprise a eu recours à ALLIANCE-EMPLOIS,

un groupement d'employeurs créé par le ME-DEF. Les salariés d'ALLIANCE ont se voit proposer un « CDI ALLIANCE », qui leur assure tout, sauf la stabilité dans un poste. Très intéressant pour les patrons : la boîte propose d'ailleurs à tous les intérimaires BRIDGESTONE en fin de contrat, de signer un « CDI-ALLIANCE »...c'est la condition pour pouvoir continuer à travailler. **Depuis septembre, l'entreprise a repris des embauches en CDI (8)** ; mais la grande nouveauté, c'est l'installation dans les murs de l'usine de « RANDSTAD IN HOUSE », chargé de gérer les intérimaires et d'accompagner la création d'une école d'assembleurs de pneu. Deux grosses agences d'intérim pour une seule boîte, et des statuts multiples pour les salariés avec de plus en plus de précaires. Bridgestone n'est pas un cas isolé : **Plus de 400 entreprises** en région ont aujourd'hui recours aux CDI-ALLIANCE !



L'argument avancé par les patrons pour justifier le recours massif à l'intérim c'est « l'absence de visibilité à long terme sur les carnets de commande ». Admettons ! Mais par contre, ils ont une très bonne visibilité sur les départs en retraite. Dans la plupart des sites, il y a possibilité d'embaucher tous les intérimaires qui le souhaitent en CDI dans les deux ans. C'est la proposition que font les communistes. L'intérim ne doit pas devenir la règle. La reprise de l'activité doit se traduire par des embauches...en CDI.

ECHOS DES BOÎTES...

Arjowiggins : la papeterie peut redémarrer !



Deux ans que les salariés de la papeterie ArjoWiggins à Wizernes se battent pour obtenir la réouverture du site. Ils ont empêché le groupe Séquana de démonter les machines, entretenu l'usine...qui est restée en état de fonctionner.

Aujourd'hui, un industriel finlandais, KOTKA-MILLS, et un industriel local, sont intéressés pour reprendre l'usine. Des techniciens finlandais sont venus visiter les machines. Reste à convaincre le groupe Sequana de céder l'usine... ce qu'il ne veut pas. L'Etat est actionnaire de Séquana. Alors, Monsieur Macron, il faut user de votre pouvoir pour permettre le redémarrage de l'usine de Wizernes. C'est le sens d'une rafale d'interventions d'élus communistes. En un mois de temps, le sénateur Dominique Watrin, les députés Hubert Wulfranc et Alain Bruneel font pression pour décrocher une rencontre à Bercy avec toutes les parties prenantes...On lâche rien !

Transports BTL à Harnes : 9 jours de grève et une victoire.



Fin octobre, les chauffeurs de l'entreprise BTL ont arrêté le travail, veillant jours et nuits sur le piquet de grève. La principale revendication portait...sur le paiement des heures effectuées. Les chauffeurs ont obtenu satisfaction : ils seront payés sur une base de **169 heures** pour les zones courtes(c'est-à-dire les conducteurs qui ne découchent pas) et **186 heures** pour les zones longues (les conducteurs qui dorment dans le camion).

Etre obligé de se battre pour se faire payer ses heures, c'est quand même un comble en 2017 !

Les salariés de BTL ont reçu le soutien des communistes du Pas de Calais, et de leurs élus, dont Yves Terlat, maire d'Annay sous Lens.

Caterpillar : la délocalisation.



Caterpillar a décidé de délocaliser son usine de Monchy-Le-Preux en Irlande du Nord. La multinationale américaine avait touché plus de **125 000 euros** d'argent de l'Etat en 2015 pour doubler la superficie de l'usine ...une paille pour Caterpillar qui remboursera sans sourciller.

Le groupe se réorganise à l'échelle mondiale : il a annoncé la fermeture de **20 sites** et le licenciement de **10 000 personnes**...tout en faisant des profits colossaux .C'est la loi du fric...et pour ces rapaces, il n'y a pas de frontière, pas de sentiment...et pas de loi contraignantes. A quand une loi interdisant les licenciements dans les entreprises qui réalisent des profits ?!!

Moy Park racheté par Pilgrim's



Fin du feuilleton brésilien. JBS, le n°1 mondiale de la viande...avariée brésilienne, condamné à **5.8 milliards d'euros d'amende**, a vendu les **13 usines** du groupe Moy Park, pour 1.3milliards d'euros. Parmi elles, les deux usines du Pas de calais, à Hénin-Beaumont et Marquise.

On souffle un peu dans les ateliers après avoir vécu des vacances d'été un peu perturbées par cette affaire. Mais on commence à s'interroger, à Hénin-Beaumont, du manque de travail. Trois chaînes sur les sept fonctionnent, et la direction jongle avec les récupérations, l'intérim,et... le travail du week-end?

Thyssen-Krupp Ugo : le Monopoly ?

L'usine sidérurgique d'Isbergues sera-t-elle impactée par la fusion des deux géants de la sidérurgie, le groupe anglo-indien, Tata Steel, et l'allemand Thyssen Krupp. La question peut se poser, quand on sait que l'Usine avait été mise en vente sans trouver de repreneur ; et quand on observe l'évolution des sites d'autres groupes, y compris dans la région : fermeture en septembre des hauts fourneaux de Lefrinckoucke ; et mise en redressement judiciaire du groupe Ascometal.

L'objet de la fusion Tata-Thyssen, c'est de réduire la production d'acier en Europe pour faire remonter les prix ; mais aussi de réduire les « coûts » du nouvel ensemble, en supprimant **4000 postes** en Europe. Il faut donc être vigilant (sans s'affoler). C'est ce qu'a demandé Dominique Watrin, sénateur PCF du Pas de Calais, à Bruno Lemaire, le ministre de l'économie :

Dominique Watrin,

SÉNATEUR PCF DU PAS DE CALAIS

« Pourriez-vous m'indiquer, Monsieur le Ministre, quelles sont les mesures de suivi de ce dossier, prises par l'Etat...et si les interrogations sur le devenir du site reposent sur des fondements sérieux... »

...à suivre.

Pourquoi choisir le PCF ?

Pour l'émancipation humaine !

Le dépassement de toutes dominations, de toutes exploitations, des humiliations, de la pauvreté sont d'actualité. Inventer un autre monde, fondé sur des rapports humains libérés de la loi de l'argent, est urgent.

Adhérer au Parti communiste français, c'est mettre en avant cette volonté.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

E-MAIL : TÉL :

BULLETIN À RETOURNER À PCF 66, RUE DE LA GARE 62300 LENS,
OU À REMETTRE À UN MILITANT DE TON ENTOURAGE